



## Roshan Rajroop, président de DIS-MOI : « Dis-Moi débute une formation en ligne pour 55 citoyens comoriens »

M<sup>e</sup> Roshan Rajroop est le président du conseil d'administration de DIS-MOI. Après avoir « dans une autre vie » travaillé dans la fonction publique, au State Law Office, il est maintenant à son propre compte comme avoué. Il nous expose à bâtons rompus sa vision de DIS-MOI en tant qu'organisation internationale non gouvernementale.

■ M<sup>e</sup> Rajroop, DIS-MOI n'a pas choisi la facilité dans sa démarche de s'implanter dans les autres îles de l'océan Indien. N'était-il pas plus simple de se limiter à Maurice ?

La première chef d'État africaine, Ellen Johnson Sirleaf du Liberia, a un jour déclaré : « Si votre rêve ne vous fait pas peur, c'est qu'il n'est pas assez grand ! » Voyez-vous, avant d'en arriver là où nous en sommes aujourd'hui, nous (au sein de DIS-MOI) avons rêvé et vu grand. Je salue tous les membres fondateurs, pour la plupart les ex-Amnesty International Maurice qui, il y a huit ans de cela, n'ont pas eu peur de rêver de DIS-MOI comme organisation régionale de l'océan Indien. Avec pour mission première de promouvoir les droits humains tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits humains (de 1948) et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

■ Les Mauriciens se sentent-ils concernés par l'Afrique et se sentent-ils Africains ? Pourquoi la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ?

Le Mauricien moyen a une méconnaissance effarante de l'Afrique. Il demeure figé avec ses clichés, alors que l'Afrique se développe depuis ces 20 dernières années. Ce qui a attiré bon nombre de nos compagnies locales et autres businessmen. Une classe moyenne assez large et innovatrice se développe sur le continent. Le citoyen mauricien devrait donc savoir qu'il existe un Parlement panafricain et qui sont les représentants mauriciens à l'Union Africaine. Idem pour la Commission de l'océan Indien (COI) qui reste un « machin lointain » et inaccessible.

■ Que fait DIS-MOI pour éduquer les Mauriciens à cet égard ?

L'éducation citoyenne et aux droits humains a été l'un des piliers, pour ne pas dire le pilier du travail central de DIS-MOI depuis sa fondation. Nous avons formé des centaines de citoyens. Dans le cours en ligne sur lequel travaille notre directeur Lindley Couronne, il aborde toute cette partie du fonctionnement de l'Union Africaine et de la COI. Nos écoles et notre système éducatif sont coupés de la région océan Indien, et à plus forte raison de l'Afrique. Nous pallions à cette grosse lacune.



À Maurice certaines personnes ne comprennent pas notre travail et nous perçoivent comme étant « anti-gouvernement ». Or, nous sommes à égale distance de tous les partis politiques.

■ Comment voyez-vous l'avenir de DIS-MOI dans les quatre prochaines années ?

Même si je n'ai pas de boule de cristal (rires) je vois un Secrétariat régional de DIS-MOI qui supervise quatre branches de l'Organisation internationale non gouvernementale (OING) à Madagascar, aux Comores, aux Seychelles et à Maurice. Je vois 5 000 membres et supporters pour

toute la région, ce qui ferait de DIS-MOI de loin la plus puissante organisation des droits humains dans la région. Il nous faudra beaucoup de travail, mais nous avons la conviction et la passion. Le reste suivra.

■ Pour atteindre vos objectifs il vous faudra être solide administrativement ?

Vous avez raison. Le développement organisationnel est la pierre angulaire d'une association qui veut se développer sainement. Nous nous y attelons, mais je suis fier de notre équipe homogène qui regroupe des professions différentes. Bénévoles et salariés travaillent main dans la main et cet état d'esprit formidable sera le garant de notre succès.

Il nous faudra revoir nos statuts par rapport à notre évolution, car nous nous développons vite et il faut éviter les *loop holes*.

■ Nous savons les difficultés de gestion dont souffrent les associations à Maurice. Comment arrivez-vous à gérer des structures aussi lointaines ?

Beaucoup de travail a été effectué en amont. Prenons l'exemple de DIS-MOI Comores. Le directeur y est allé en début d'année pour rencontrer les protagonistes. Nous sommes en communication permanente avec Nabil Jaffar, le fondateur de DIS-MOI Comores. La structure est nouvelle et il y aura comme dans toute organisation des contradictions et des problèmes, mais nous pensons qu'avec de la bonne volonté, ils seront résolus.

■ Et quid de la formation de vos membres aux Comores ?

Vous n'êtes pas sans savoir que la formation est l'un des piliers de notre action depuis notre création. Nous démarrons à partir de mercredi prochain une formation en ligne DROITS HUMAINS ET CITOYENNETÉ pour 55 citoyens des Comores. Le cours durera un mois, ensuite les apprenants feront un stage d'un jour dans une ONG de leur choix. Finalement, une délégation du Secrétariat régional, comprenant Quayinaat Anowar, Vijay Naraidoo et moi-même, complétera la formation sur place.

■ Quels sont les risques que DIS-MOI soit perçue comme une organisation politique ?

Vous savez, même à Maurice, certaines personnes ne comprennent pas notre travail et nous perçoivent comme étant « anti-gouvernement ». Il nous faut expliquer que nous sommes à égale distance de tous les partis politiques. C'est cette indépendance qui nous rend crédibles ! Idem pour toutes les îles de l'océan Indien. Au contraire, nous pouvons être parfois appelés à travailler avec les gouvernements.

■ Quels sont vos projets pour l'année prochaine ?

Mis à part le projet *online*, DIS-MOI Maurice se lancera dans une campagne nationale sur les personnes âgées. La Commission des personnes à handicap sera active dans plusieurs domaines. Le projet innovateur que nous voulons lancer, si nous obtenons le financement, est notre « pro-Bono centre ». Ce méga projet permettra à ceux qui ne peuvent pas payer les frais d'avocat d'être défendus par des hommes de loi gratuitement. Le système judiciaire à Maurice peut-être terrifiant et onéreux. Par conséquent, la justice est parfois rendue qu'aux citoyens qui peuvent supporter les coûts. Nous voulons aider les citoyens qui ne peuvent pas se défendre.

■ Le mot de la fin

Les temps sont excitants pour DIS-MOI. Avec les projets énumérés, nous voyons que l'OING décolle dans l'océan Indien. Il y aura, certes, des zones de turbulence, tout ne marchera pas sur des roulettes, mais nous avons la volonté d'améliorer la culture des droits humains dans cette région.